

— tribune de l'autogestion —

Le socialisme autogestionnaire que nous voulons construire, exigera, n'en doutons pas, la mise en œuvre de l'informatique et des ordinateurs d'une part, l'usage intensif de la télévision d'autre part, au service des conseils ouvriers, des comités populaires et de toutes les formes de vie collective qui s'institueront.

Sans le recours systématique à ces moyens techniques, ou à d'autres qui les perfectionneront, les conditions du socialisme autogestionnaire ne pourront être réalisées. Grâce à eux, au contraire, la capacité inventive des techniciens en permettra l'avènement.

Je suis bien incapable d'imaginer les formes intermédiaires de vie sociale qui permettront de passer

de la situation présente à une situation où l'usage du pouvoir ne pourra être accaparé par quelques-uns ; où au contraire il y aura une surabondance de pouvoirs disponibles, dont chacun pourra s'emparer, au moment où « le gouvernement des

personnes aura cédé la place à l'administration des choses ». Pour administrer les choses, je vois très bien une petite armée de satellites géostationnaires planant au-dessus de la France, s'il y a encore une France, remplaçant avantageusement les Assemblées et le Gouvernement. Ils seront programmés selon une planification unanimement définie, assurant à chacun, quoi qu'il arrive, les moyens de sa vie quotidienne et, en retour, chacun pourra broder à tout moment sur cette toile de fond, en adressant au satellite de son choix le message de son inspiration ou de son désir, qui modifiera immédiatement le programme général en lui donnant satisfaction, sans nuire pour autant à l'harmonie de l'ensemble. Il s'agira d'une autre harmonie, de la même façon que la méthode Pert permet de savoir immédiatement comment modifier les dispositions d'un programme de chantier, par exemple, en fonction de la modification d'un élément, si insignifiant ou important soit-il, de l'ensemble des données du programme.

Nous n'en sommes pas là.

Ce qui est proche de nous, en revanche, c'est la télévision. Des essais ont déjà eu lieu à Grenoble, à Créteil, au Québec, pour faciliter la communication des hommes et des femmes entre eux, notamment lorsqu'il s'agit de l'administration municipale.

Je voudrais, quitte à enfoncer des portes ouvertes, faire l'examen de quelques possibilités immédiates.

1 — Et d'abord me demander tout simplement pourquoi il n'existe pas des séries de programme de télévision qui permettraient à tous les citoyens de s'instruire dans trois domaines précis, diversement importants, qui sont :

— les mathématiques ;

— les langues étrangères (au moins trois ou quatre) ;

— la sténographie.

Tous les mois, à une date connue, un programme complet prendrait son départ, de sorte que toutes les possibilités de rattrapage soient offertes, et poursuivrait sa carrière pendant trois ou quatre ans.

Bien sûr, Pigier ne serait pas d'accord. Mais, l'éducation de base des citoyens est une affaire publique et non privée.

2 — Dans la mesure où il existe et existera encore longtemps des conseils municipaux pour administrer les communes, il me semble élémentaire que toutes les séances soient, non seulement publiques comme il est déjà réglementaire, mais encore diffusées dans les bistrotts avoisinants et les foyers domestiques.

De même pour les débats parlementaires et les conseils des ministres.

3 — Dans certaines entreprises, il existe un récepteur de télévision interne dans le bureau du directeur général, qui lui permet de suivre l'activité des travailleurs à certains postes de travail. Combien plus intéressant, si dans les ateliers, des écrans permettaient de suivre l'activité des dirigeants et les séances du conseil d'administration.

4 — La question des courses à faire, du marché, voilà qui pose des problèmes que la télévision pourrait grandement faciliter. Je n'oublie certes pas que les femmes de certains villages tamoul, au Sud de l'Inde, ont drôlement rouspété lorsqu'on est venu leur proposer d'amener l'eau courante dans les cases. Elles tenaient par-dessus tout à rencontrer leurs compagnes autour de la fontaine commune.

Ceci étant, que de temps perdu en queues pour l'avantage de choisir un par un une multitude d'objets dont très peu méritent qu'on s'intéresse à autre chose qu'à leur prix. C'est ce qui pourrait défiler à heure dite sur les écrans des ménagères, dans des

appel politique aux techniciens

conditions que je laisse aux spécialistes le soin de déterminer.

Ce ne sont là, on le voit trop, que des éléments de mise en train pour les imaginations de tous et de chacun. Nous aurons le socialisme que nous aurons construit, ou il sera construit par d'autres. Je vois mal

comment échapper à ce dilemme simpliste. Aussi ne devons-nous pas avoir de cesse et mettre en route notre faculté inventive.

Pierre GARRIGUES ■

la vidéo : pour retrouver la parole

A Valleraugue, petit village des Cévennes, la quatrième chaîne existe : un dépanneur, pour assurer une meilleure réception des images télévisées à ses concitoyens, a installé un réémetteur au pic de Montagu, et y a ajouté le sien...

Ainsi, dans la plus parfaite illégalité, Philippe, tous les samedis à 19 heures, donne sur le petit écran la météo, les heures des offices religieux, les nouvelles du « pays » et organise un débat avec un groupement local. Les téléspectateurs, les voisins, les amis peuvent intervenir en direct par téléphone.



Le petit électricien cévenol n'a rien inventé. A Paris, on laisse faire : le précédent ne semble pas dangereux. Mais l'anecdote donne une idée de ce que permet la technique et que le pouvoir empêche.

François-Régis Barbry (1) se place au cœur du débat (lieu occulté en France, il faut dire) : une autre télévision est-elle aujourd'hui

possible ? Quelles ont été les conditions techniques, économiques, idéologiques, de la prédominance absolue de cette télévision « verticale », à sens unique, que nous connaissons ? Quelles sont celles de l'émergence d'un autre système de communication audio-visuelle, décentralisé, à échelle humaine, fonctionnant par les gens et pour les gens ?

En France, en effet, nous assistons depuis plus de 15 ans à la confiscation des moyens d'information par l'image et le son, sous couvert de monopole, de service public, de réformes diverses. La classe dirigeante tient évidemment fort à s'approprier la télévision — instrument formidable de persuasion clandestine, de détournement ou de normalisation des consciences, de morcellisation sociale.

le futur de l'échange

Mais à ce *mass-medium*, émetteur unique touchant des millions de récepteurs, peuvent s'opposer aujourd'hui les *self-media* à la disposition de groupes restreints. Du moins, la technologie le permet : la vidéo, procédé qui traduit électroniquement image et son pour les reproduire en direct ou les enregistrer (sur magnétoscope) est simplifiée, miniaturisée. Elle est devenue un outil léger, maniable, dont quiconque peut apprendre le langage. La distribution par câble véhicule cette parole reconquise qui peut être reçue par tous au sein de la communauté. Ainsi la vidéo-câble peut encore susciter les prises de conscience, la démystification de la technique, la constitution de contre-pouvoirs ; elle prépare l'homme et le groupe au futur de l'expression et de l'échange avec ou sans câbles, par satellite, par l'informatique...

Barbry, en une centaine de pages, faisant le tour des données indispensables et des questions posées, ne se contente pas de redécouvrir l'enjeu essentiel de la communication audio-visuelle. Il propose les premiers éléments d'un nouveau cadre politique et juridique ; il esquisse les lignes-forces d'une nouvelle organisation des moyens et de leur répartition... Enfin, il replace sans ambiguïté ce combat pour une communication horizontale dans le cadre plus large de la lutte pour une société autogestionnaire : *Il ne pourra y avoir de véritable socialisme sans régénération du tissu social dans l'expérience d'une parole retrouvée.*

René LANARCHE ■

(1) *La télévision par câbles ou la communication horizontale*, François-Régis Barbry. Col. Objectifs. Ed. du Cerf. En vente à Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.